

Unité inter-départementale Gard-Lozère
cellule déchets
4 av de la gare
BP 132
48005 Mende cedex

Mende, le 16/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL

20 RUE DE LA DRAINE
48000 Mende

Références : 2023-02-
Code AIOT : 0006602540

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2023 dans l'établissement ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL implanté ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 Mende. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL
- ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 Mende
- Code AIOT : 0006602540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de tri, transit et traitement de déchets non dangereux exploité par l'entreprise Environnement Massif Central exerce plusieurs activités de tri et traitement de produits plastiques, de transit de VHU, de déchets verts et de production de CSR.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- îlotage des stocks extérieurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Respect de l'îlotage des stocks extérieurs	AP de Mesures Conservatoires du 05/09/2022, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suivi des stocks et des règles d'îlotage	AP de Mesures Conservatoires du 05/09/2022, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le non respect des règles d'îlotage fait courir un risque de propagation d'un incendie à plusieurs des stockages extérieurs par "effet domino". Un retour rapide à la règle est essentiel à la sécurité du site, même dans un contexte de stocks limités et sans aggravation climatique du risque incendie, en préparation de périodes plus sensibles nécessitant une culture de prévention renforcée. Le travail sur les procédures et documents d'enregistrement des contrôles est à mettre au service de cet objectif. La lettre de suite préfectorale formalise la répétition des écarts dans la maîtrise des stocks tant sur les quantités que les surfaces.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de l'îlotage des stocks extérieurs

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 05/09/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages extérieurs sont aménagés de manière à ne pas permettre la propagation d'un incendie au sein d'un établissement. Cet aménagement repose sur les plans et données figurant dans l'étude de dangers. L'étude de dangers prévoit : <ul style="list-style-type: none">- des espacements libres de toutes matières combustibles ou inflammables sont à conserver sur une distance de 6 m autour des stockages de déchets de bois et déchets verts- des espacements libres de toutes matières combustibles ou inflammables sont à conserver sur une distance de 10 m autour des autres stockages, ou ensemble de stockages de déchets (plastiques, CSR, DIB/DEA).
Constats : Les distances d'isolement des îlots de déchets plastiques (10m) ne sont pas respectées et présentent un risque d'effet domino entre : <ul style="list-style-type: none">- la zone de stockage numéro 13 et les bennes jouxtant les zones 16 et 15, distance inférieure à 10 m- les zones 7 et 8, distance inférieure à 10 m- les zones 7 et 21, distance inférieure à 10 m Les zones 5 et 6 ne forment qu'un seul îlot, dont la distance aux autres îlots respecte les 10 mètres prescrits. L'îlotage prescrit pour les zones 5 et 6 n'est pas respecté. Ces faits constituent des non-conformités à l'article 2 de l'arrêté prescrivant mesures conservatoires du 05 septembre 2022. Ce 17 février, l'exploitant nous a adressé les photos montrant qu'il a augmenté les distances insuffisantes entre îlots.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Suivi des stocks et des règles d'îlotage

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 05/09/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un système précis de suivi des stocks de déchets présents et des durées de séjour. Cet état est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant met en place des contrôles réguliers pour s'assurer du non-dépassement des quantités autorisées, du non-dépassement de la taille des îlots et du respect des distances d'isolement. Ces contrôles font l'objet d'une traçabilité tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant met en œuvre des inspections visuelles fréquentes des zones de stockage de déchets extérieur. La fréquence est définie selon une procédure établie par l'exploitant. Elle est renforcée en période estivale. Ces inspections visuelles et les points de contrôle font l'objet d'une traçabilité.
Constats : L'exploitant a transmis une procédure de gestion des stocks de matières plastiques et une procédure réception entrant CSR mises à jour suite à la visite d'inspection. La traçabilité des contrôles effectués n'est pas assurée par ces procédures. L'exploitant a présenté le jour de l'inspection un registre de contrôle CSR non renseigné. Il n'a pas présenté de registre traçant les contrôles des déchets plastiques. Les non-conformités constatées au point de contrôle précédent sont à mettre en relation avec l'incomplétude des procédures et des documents de suivi/traçage. De même, les échanges sur le terrain avec l'agent d'exploitation laisse apparaître les mauvaises appropriation et application des mesures conservatoires de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2022. Ces non conformités sont susceptibles de suites.
Observations : L'exploitant transmettra à l'Inspection le registre "état des stocks entrants CSR" qui assure la traçabilité des contrôles, de même que celui pour les autres stocks extérieurs. La procédure de gestion des stocks de matières plastiques renvoie au plan de stockage pour le contrôle des distances entre les îlots. Ces distances n'étant pas figurées sur le plan, la procédure gagnerait à les préciser (10m pour les stockages de plastiques, 6m pour les déchets verts et de bois).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet